

La disparition

En 1969, Georges Pérec publiait "*La Disparition*" et laissait le soin au lecteur de comprendre ce qui avait disparu.

La même année, Jacques Duclos, candidat du Parti communiste français à l'élection présidentielle recueillait, au premier tour, 4 808 285 voix, soit 21,27 % des suffrages exprimés.

Quelques semaines plus tard, Neil Armstrong foulait le sol lunaire.

Quel rapport, me direz-vous ? Pourtant, au delà de cette coquetterie rhétorique, de nombreux indices pourraient nous mettre sur la voie.

Près d'un demi siècle a passé, mais toujours "*Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.*" (A. Gramsci)

Parlons maintenant sans fioritures : dans ce "*clair-obscur*", le PCF risque de se fondre, menacé d'une triple disparition : son identité, ses représentations, son autorité.

Une crise d'identité

Alors, la question, terrible, qui se pose : aujourd'hui, de quoi et de qui le PCF est-il le nom ?

Jadis, nous nous déclarions parti de la classe ouvrière et nous faisons aux élections législatives de 1973, au premier tour, 21,3% des voix; aujourd'hui, nous nous déclarons le parti...de qui au fait ? Nous nous dissolvons dans des alliances molles, à géométrie variable (Municipales 2014), incompréhensibles pour l'électeur et nous faisons combien ? Dans les quelques mairies qui nous restent, les gestionnaires ont pris la place des militants et s'efforcent de "gérer" au mieux le système. Je l'ai vécu.

Nous sautillons d'allumeurs de réverbères (36ème congrès) en gentils coopérateurs (Elections régionales), et nous voulons maintenant bâtir une "France en commun", avec les "gens", probablement ! Slogan totalement vide de substance, passe-partout, d'un érotisme chagrin. Pas de quoi mobiliser les foules. Un discours de curé. Pourquoi pas "Aimons-nous les uns les autres" !

Quelles foules d'ailleurs ?

Il me semble pourtant que la classe ouvrière, elle, n'a pas disparu : près d'un quart des actifs sont ouvriers. Avec les employés, ils en représentent 50%. Certes, l'évolution des forces productives, la globalisation, la désindustrialisation ont modifié la composition, la répartition, le sentiment d'appartenance collective et bousculé les repères d'autrefois.

Mais ce qui pèse toujours sur les corps et les âmes populaires ce sont les injustices, la précarisation, le chômage de masse. L'incohérence syndicale. Jamais le peuple travailleur n'a eu autant à souffrir d'un mode de production, de rapports sociaux et politiques aussi durs, régressifs et dévastateurs au regard des potentialités économiques, scientifiques, technologiques...confisquées par une poignée de prédateurs.

Oui, une immense majorité de salariés de toutes générations, de femmes, de retraités, a un intérêt réel, légitime, urgent, à choisir un autre cap, une autre politique.

Démobilisée dans la rue, elle ne le fait pas dans les urnes. Elle ne passe jamais de la puissance à l'acte. Sinon, pour partie, fascinée (fascisée ?) par le monde magique bleu marine.

Le discrédit de ce qu'on ne doit plus appeler "la gauche" au pouvoir ne conduit pas à un désir et un engagement pour une rupture radicale. Pourquoi ?

Prenons les inégalités. Contrairement à une évolution séculaire qui tendait à les atténuer, grâce aux luttes, parfois sanglantes, elles sont objectivement de plus en plus criantes, violentes, ravageuses pour les classes populaires. Insupportables ! Et que fait-on pour les réduire ? Peu. Tolérance, passivité, impuissance ? Ou aveuglement sur les mécanismes qui les produisent ? Avec des conséquences que l'on sait, sources inépuisables de frustrations dangereuses et de réflexes de peur. Il y a là un terrain propice aux pathologies bien connues du rejet de l'autre : l'individualisme, le racisme, la xénophobie, un terrain propice aux réactions identitaires comme aux dérives communautaristes, aux tentations intégristes ou aux solutions extrémistes, un terrain où les ponts s'effondrent et où les murs se dressent.

Et pourtant.

Le combat POUR l'égalité devrait être le marqueur identitaire fondamental du PCF. N'oublions pas que ce fut le moteur de la Révolution et ce qui fit historiquement la force et la légitimité de la gauche, qui serait bien inspirée de retrouver l'amour de l'égalité comme élan révolutionnaire.

Pas seulement à travers la lutte contre la pauvreté, aussi nécessaire soit-elle, ou l'invocation d'une "valeur" républicaine "*devenue une divinité lointaine dont le culte routinier n'alimente plus aucune foi vivante*" (P. Rosanvallon)

L'égalité, alors oui, peut être la base du commun, la source d'une confiance sociale retrouvée, la substantifique moelle d'un vrai projet humaniste et progressiste. C'est autour de cela que pourrait se faire le rassemblement, la convergence, la mobilisation populaire.

Cela suppose une analyse, un récit, un langage. Une approche culturelle.

Une crise culturelle

"Rassembler" (notons que tout le petit monde politique veut le "rassemblement", mais, pour quoi faire ?, avec qui ? où ? on ne sait pas vraiment !), convaincre et persuader, (si tant est que nous ayons encore cette ambition, sinon "avant-gardiste", du moins, médiatrice), conduit à s'adresser à la raison ET au cœur. De sorte que le cœur ait ses raisons que la raison connaisse (lu cette jolie formule fort dialectique chez F. Mauriac)

Mais encore faudrait-il mener et gagner la bataille culturelle, celle du savoir et des représentations. C'est loin d'être le cas.

Certes, il y a des obstacles qui obscurcissent toute possibilité d'alternative progressiste. Beaucoup de salariés, notamment, s'estiment déclassés ou craignent, à tort ou à raison la relégation sociale, pour eux, pour leurs descendants. Cela incite plus à la préservation de ce que l'on a, aussi maigre soit-il, au repli sur soi, à la désignation de boucs émissaires, qu'à l'engagement collectif et ses risques supposés.

D'autant que les facteurs de réussite de la contestation sont peu nombreux, ou mal connus, ou peu mis en valeur. Le recul des mouvements sociaux ces dernières années, l'abstention aux élections témoignent d'un scepticisme, pire, d'un rejet, vis-à-vis de l'action syndicale ou politique.

Par ailleurs, veuille le "*Monstre doux*" (R. Simone). Sous le regard bienveillant de Mercure et de Mars, figure tutélaire de la pensée unique, il se gave de ce qui effraie et divise : au menu, « l'autre » sous toutes ses formes, celui qui diffère ou qui déroge, ici et ailleurs. C'est le « *temps de cerveau humain disponible* » (P. Le Lay, 2004) qu'il chérit, c'est l'alternative d'un autre monde possible qu'il dénie (le « TINA » de M. Thatcher des années 1980...à nos jours), c'est le Mal dont il dénonce « l'Axe » (G.W. Bush, 2002), c'est le "terrorisme" qu'il est interdit de comprendre (M. Valls, 2015).

Face à cette « *douceur totalitaire* », (J. Baubérot), à l'invitation des Lumières, ne faut-il pas « *oser savoir* » (Kant) ? Pour agir. N'y a-t-il pas urgence ? Urgence à dévoiler inlassablement les liens entre le capitalisme mondialisé et le vécu quotidien des difficultés économiques, sociales, trop souvent occultés. Leur donner un nom et un visage.

En prenant l'analyse à la racine des rapports sociaux, en opposant à l'exploitation capitaliste et à "*la violence des riches*" prises pour une fatalité naturelle, le combat idéologique émancipateur. Hélas, nous avons abandonné les armes de la critique, pour ne nous référer, poliment, qu'aux "*intuitions*" (sic) de Marx ! Disparition fatale, qui conduit à l'incohérence, à la désespérance, à l'inutilité.

Il est vrai aussi que nous sommes plombés par le poids des expériences passées du monde soviétique. Que nous assumons, avec honte, et bientôt, sans doute, repentance, c'est dans l'air du temps. Bye, bye Lénine ! Au lieu d'en faire une analyse raisonnée, objective et décomplexée. Mais c'est là le rôle des historiens. Soyons-y attentifs, mais prenons notre part, portons cet héritage tragique et glorieux.

L'histoire, justement, qui ouvre "*dans le passé des ressources d'intelligibilité pour le présent*" et "*permet de percer la symbolique des formes culturelles de la domination*" (P. Boucheron).

Mais "*Chanson sans chair, chanson chiche*" écrivait R. Desnos. Il faut passer de la chaire à la chair, car l'histoire doit aussi s'incarner dans une narration, un récit, des personnages et, pourquoi pas, un lyrisme. Nos discours sont ternes, sans figures séductrices. Je le disais plus haut : convaincre et persuader. La raison et le savoir doivent être accompagnés d'une adresse aux sensibilités, aux générosités potentielles.

Des analyses et des références qui supposent pour être portées et transmises efficacement une véritable éducation populaire et un langage approprié.

C'est bien connu, pour museler la pensée, il faut limiter les mots. Et Gramsci disait, à juste titre, que descendre du monde des idées au monde réel se ramène au problème du passage du langage à la vie. Penser c'est prendre la parole. Alors, comment réinstaurer un rapport de force en se réappropriant un langage dont on nous a privés, comme outil de représentation et de communication émancipateur ? Disparition de tout un imaginaire social et culturel ?

Oui, au père Lachaise des grands disparus, les mots sont nombreux, une vraie nécropole : bourgeoisie, patronat, classe ouvrière, exploitation capitaliste, aliénation, pauvres, marxisme, communisme, socialisme, profit, plus value, émancipation, progrès social, révolution... Et puis, les grands malades : réforme, partenaires sociaux, charges sociales, cohésion sociale, dialogue social, plan social, défavorisés, croissance, libéralisme, citoyenneté, valeurs, communauté internationale...Et encore, les nouveaux nés : compétitivité, employabilité, adaptabilité, assistanat, entrepreneuriat, responsabilisation, flexi-sécurité, management... Feu sur ces "*oiseaux déguisés*" !

A l'heure d'internet, des réseaux sociaux, du lavage en boucle des cerveaux, il y a urgence à mener la bataille des mots après une vraie cure de désintoxication. C'est un enjeu de pouvoir. Faisons "*sonner l'humain*" si nous voulons entendre le pas de l'homme. Cela passe par la formation des militants, par la rencontre des oeuvres, par une communication publique audacieuse, nourrie de symbolique et qui ne doit pas hésiter à marteler, créer l'événement, le buzz, voire la provocation, la transgression !

Nos adversaires, ne s'y trompent pas, qui savent que "*Qui tient la langue, tient la clé*" (F. Mistral).

Une crise d'autorité

D'abord, entendons-nous bien, "autorité" au sens de capacité à faire penser et agir, à faire grandir, qui inspire de la confiance, de l'élan, qui obtient des résultats tangibles.

"*Je crois que nous sommes attendus*" dit P. Laurent. Je crains que ce soit comme attendre *Godot* dans le théâtre de l'absurde.

Car notre "offre" politique n'est pas crédible, nos tactiques électorales illisibles, nos anticipations timorées.

Trop d'incohérences dans les prises de position nationales ou internationales, un manque de clarté et d'audace conceptuelle, organisationnelle, une absence de vision mobilisatrice.

Tout projet politique se construit à partir de réalités et de principes.

Que fait-on de l'exclusion, des frustrations et de l'humiliation des classes populaires face à la violence du patronat et de ses complices gouvernementaux, des reniements, des cumuls, de la corruption des soi-disant élites, de l'aliénation, de l'exploitation capitaliste, de l'abrutissement médiatique ?

Au mieux, nous sommes sur la défensive, contre l'austérité, contre le racisme, contre le FN, contre... Et la dénonciation de l'exploitation cède le pas devant celle de la misère sans acteurs clairement identifiés.

D'abord, la lutte contre la seule austérité ne constitue pas à elle seule un projet de société, une stratégie révolutionnaire.

Les propositions argumentées, la démarche positive sont plus utiles aux gens pour comprendre, se situer et soutenir éventuellement notre action que le sempiternel et suicidaire Halte, stop, assez, non !

Le principe est que les objets ou les raisons d'agir doivent être précisément et positivement déterminés.

Contre le chômage ? non, POUR les 32 heures ! Mobiliser sur cet objectif, comme pour les autres, en démontrant, en expliquant que c'est non seulement possible, mais nécessaire. Contre la pauvreté ? non, POUR un SMIC à 1700 euros bruts. Contre la précarité ? non, POUR le "*salaires à vie*" (B. Friot). Contre les discriminations ? non, POUR le droit de vote des étrangers aux élections locales ! Contre les inégalités ? non POUR une appropriation collective des moyens de production et d'échanges. ("*Tous les problèmes de propriété et d'appropriations sociales doivent aussi être repensés.*" dit P. Laurent. Ah, quand même, mais il me semblait pourtant qu'on avait déjà quelques idées sur la question). Contre la spéculation ? non, POUR la suppression de la Bourse ! Contre les faux-nez de la laïcité, non, POUR l'abolition du concordat en Alsace-Moselle ! Et ainsi de suite...

C'est cette ouverture vers les possibles à court terme qui fait sens. D'autant plus qu'elle peut s'appuyer sur ce qui est déjà là, sur ce qui, dans l'expérience du présent, peut éclairer l'avenir. "*Il faut aller à l'idéal en passant par le réel*" disait J. Jaurès. A nous donc de faire oeuvre de dévoilement, d'encourager la convergence, d'engager un pari sur la réussite. Si tant est que le communisme est "*le mouvement réel qui abolit l'état actuel*" selon la formule bien connue, mais oubliée, alors autant de brèches dans la domination du capital peuvent s'ouvrir. Ainsi, les Goodyear, les Arcelor-Mittal, les Fralib, et d'autres encore, ont contesté, chacun à leur façon, le droit de propriété au nom du droit au travail. Certains ont réclamé la nationalisation alors que d'autres ont cherché à s'engager dans la voie coopérative... Exigence légitime, car qu'est ce qui autorise M. Mittal et les autres à fermer une usine, à licencier du personnel sinon leur "droit" de propriétaire. C'est pourquoi poser la question de l'appropriation collective (sociale) des moyens de production doit être une bataille idéologique majeure et obstinée dans le débat politique contemporain. Et, dans ce cas là, nous serons les seuls! Au début.

Et forts de ces expériences de terrain et de leur intelligence théorique, nous pouvons ouvrir la voie vers plus de désir d'un communisme ayant retrouvé sa jeunesse.

Or, nous l'avons vu aux régionales de 2015, "*Plus on est jeune, moins on vote. Selon les sondages, de 76% à 65% des moins de 18-24 ans se sont abstenus et de 61% à 66% des 25-34 ans. Les catégories populaires sont certes plus affectées par l'abstention que les CSP+, 60 % des ouvriers et 55 % des employés s'abstiennent, mais le facteur générationnel reste déterminant.*" dit-on.

Et face à cette démobilisation électorale quelle est la réponse pour 2017 ? La voici, tenez-vous bien : "*C'est pourquoi j'ai déclaré qu'il était nécessaire de construire par un processus populaire et collectif « une candidature de gauche sur un projet de gauche avec des valeurs de gauche », autrement dit pas Hollande, Valls, ou un clone de cette politique. Un appel a été lancé lundi pour une primaire à gauche.*" (P. Laurent) Fermez le ban ! J.L. Mélenchon vient de répondre, en s'auto-proclamant candidat !

Dérisoire et dévastateur ! Nous allons ainsi jouer le jeu perdant-perdant.

La réalité, selon le fameux "*Les choses étant ce qu'elles sont*", est que la pensée révolutionnaire, quel que soit son candidat, n'a aucune chance de "gagner" l'élection présidentielle. Le système est d'ailleurs fait pour cela. Et plutôt que se tortiller à une recherche chimérique "*de gauche*", c'est lui, le système qu'il faut dénoncer et subvertir ! Comment ? Par une candidature communiste, dont l'objet, et le seul, serait de dénoncer la présidentialisation de nos institutions, la bipolarisation qu'elle induit, de proposer la suppression de cette élection au suffrage universel, de militer pour une République qui retrouve la vraie voix (la voie aussi) du peuple par la représentation proportionnelle et, en somme, de s'inviter au débat, sans illusions, de manière électoralement désintéressée (et de le dire, genre, "je ne me présente pas pour être élu" !) bref une candidature qui sort du cadre, une candidature révolutionnaire quoi !

Mais il faudrait "exister" pour cela. Je suis frappé de cette appréciation de Danielle Bleitrach :

"*Mais il existe un moyen essentiel, duquel dépend tous les autres, c'est l'existence d'un parti révolutionnaire et c'est là que le bât blesse... Pour le moment avec la complicité active des dirigeants actuels du PCF, non seulement ce parti paraît parfaitement inutile mais les communistes ont été eux-mêmes convaincus de leur inutilité, de la nécessité de se fondre dans des conglomerats hybrides, pratiquant les combats de chef et cela dure depuis plus de 20 ans... Même l'idée communiste se vide et ne paraît plus qu'un gadget... Cela participe de cette contre-révolution et de cette possible fascisation qui déferle sur nous...*" J'ai tendance à la partager.

Car, si l'on veut "rassembler", il ne faudrait pas oublier que l'union est un combat ! En 1972, G. Marchais rappelait "*la nécessité de veiller, comme à la prunelle de nos yeux, à l'affirmation permanente des positions propres du Parti, à son indépendance d'expression et d'action, au renforcement de son influence et de son organisation. Ce sont là des conditions déterminantes pour consolider et élargir l'union, pour assurer le succès de ses objectifs.*" Nous en sommes loin désormais.

Disparition du "logo", tactiques électoralistes stériles, mais aussi, absence d'utopie. Et pourtant, la Lune de M. de Bergerac, ou de J. Vernes est devenue celle de N. Armstrong. Nous voulions, en 1976, "*Un socialisme aux couleurs de la France*". Les temps ont changé, il est vrai, mais au moins nous ouvrons un horizon d'attente vers plus de progrès démocratique et social, d'indépendance nationale et de paix.

Et si, comme le pensait E. Herriot, "*Une utopie est une réalité en puissance*", contre les fossoyeurs de l'histoire et les prophètes de malheur, avec Condorcet, qui, proscrit et condamné à la mort, écrivait une "*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*", reprenons le flambeau des Lumières, hardiment. Nous savons bien, car il nous en a coûté, que "*Rien n'est jamais acquis à l'homme...*", mais aussi que "*Là où il y a une volonté il y a un chemin*" (Lénine), faute de quoi nous nous préparons à un destin de Sélérites.

Nous venons de vivre une année terrible. Les monstres sont à nos portes et parfois franchissent nos seuils. Ils ont des armes redoutables, économiques, sociales, idéologiques, politiques...et létales aussi dont ils savent parfaitement se servir.

Dans cette dévastation, nous peinons à nous distinguer, nous nous sommes désarmés, partant, nous sommes en voie de disparition.

Et maintenant, relisez "*L'enfant*" de V. Hugo. En 1821, un enfant a survécu au ravage de l'île de Chio.

"Que veux-tu ? fleur, beau fruit, ou l'oiseau merveilleux ?

- Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus,

Je veux de la poudre et des balles."

Oui, la poudre et les balles de la pensée, du savoir, d'une vision mobilisatrice et pour le coup rassembleuse afin de reconstruire, une force de résistance, une force de contestation, une force de proposition et d'émancipation, une force révolutionnaire en somme.

Henri GIORGETTI, Apt (Vaucluse)